

Les Faits Marquants du Congrès mondial de la nature de l'UICN: Mardi 7 septembre 2021

Après quatre journées de travail chargées et inspirantes, le Forum a conclu ses délibérations. Au cours d'une nouvelle journée animée, les participants ont assisté, au cours de la matinée, à des sessions thématiques et à des dialogues de haut niveau. L'après-midi, sept séances plénières thématiques ont présenté les principaux messages à retenir des discussions du Forum, suivies de la plénière officielle de clôture du Forum.

Les temps forts de la journée comprenaient:

- Un message optimiste issu de la session de clôture du Forum, soulignant le potentiel du changement transformationnel requis, tout en avertissant que le temps est compté;
- La tenue de sept plénières thématiques parallèles, produisant des conclusions importantes; et
- L'annonce que le Forum publiera un manifeste contenant ses travaux, organisé autour des principaux messages sur le climat, la biodiversité, la relance après la pandémie et l'économie.

Finance verte

Dorothee Herr, UICN, a modéré la session. Chris Buss, UICN, a souligné que la mobilisation des finances publiques est cruciale pour l'augmentation des investissements privés dans la conservation de la nature, mettant en exergue l'importance des mécanismes d'assurance qualité comme la Norme mondiale de l'UICN pour des solutions fondées sur la nature (Norme SfN).

Vincent Gradt, Mirova Natural Capital, a parlé de l'approche à deux volets de Mirova pour l'obtention d'un financement supplémentaire en faveur de la conservation. Il a expliqué que la première étape réduit le risque du projet pour accroître la confiance des investisseurs traditionnels, et la seconde, favorise un financement plus innovant en soutenant de petits projets de démonstration par le biais d'instruments tels que le Fonds accélérateur Nature+.

Jurgis Sapijanskas, Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a partagé deux axes de travail complémentaires. Premièrement, le FEM travaille avec les gouvernements pour soutenir le financement vert de niche, créant des conditions favorables pour augmenter le financement privé. Deuxièmement, le FEM aide à réorienter les flux financiers nuisibles vers des conclusions positives pour la nature en exhortant, entre autres, les entreprises, les investisseurs et les

institutions financières à mesurer, évaluer et divulguer leurs dépendances et leurs impacts sur la nature dans le cadre du Groupe de travail sur les divulgations financières liées à la nature.

Ivo Mulder, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a souligné que l'intensification du financement au profit de la nature nécessite: une augmentation du financement mixte, qui réduit le risque de projets de conservation non prouvés et à petite échelle, en encourageant le financement du secteur privé; l'élaboration de contrats de prêt standardisés à caractère positif que les banques commerciales peuvent proposer à leurs clients; et la standardisation des mesures visant à débloquer le soutien des investisseurs institutionnels.

Margaret Kim, Gold Standard, a souligné la nécessité de normes de haute intégrité environnementale et d'une évaluation des impacts par le biais de rapports d'inventaire et de quantification des impacts. Elle a indiqué que la norme SfN était un moyen d'assurer des progrès crédibles vers de multiples objectifs de développement durable.

Les participants ont ensuite discuté, entre autres: des lacunes dans la mobilisation des ressources et les capacités de suivi dans les pays en développement; le besoin de robustes mécanismes de suivi, de communication et de vérification; du potentiel des paiements pour les services écosystémiques; de la nécessité de cohérence politique et de lutte contre les subventions néfastes; et des modèles de financement mixte pour que le secteur privé s'engage en faveur des SfN dans les chaînes d'approvisionnement.

Restaurer le tissu de la nature et de l'humanité – La Paix, les conflits et l'environnement dans le monde post-COVID-19

Le modérateur Oli Brown, Institut royal des affaires internationales, a souligné que la session aborde les manières dont la conservation peut, dans les zones de conflit, favoriser la paix.

Tom Lalampaa, Northern Rangelands Trust, Kenya, a déclaré que les sources de conflit dans les Northern Rangelands comprennent la possession d'armes à feu illégales par des civils, la diminution des pâturages et les conflits entre l'homme et la faune. Alex Dehgan, PDG de Conservation X Labs, a déclaré qu'il investit dans la conservation, c'est investir dans la stabilité, la sécurité alimentaire, l'eau et les moyens de subsistance.



Modératrice Dorothee Herr, UICN



Tom Lalampaa, Northern Rangelands Trust, Kenya



Stewart Maginnis, UICN

Le prince Mostapha Zaher d'Afghanistan, déplorant la guerre civile qui sévit en Afghanistan, a souligné que «l'environnement ne comprend pas la politique, mais comprend les habitats, et nous devons absolument le protéger». Le prince Jaime de Bourbon de Parme, envoyé pour le climat, Pays-Bas, a attiré l'attention sur le lien évident entre le climat et les conflits, affirmant que le changement climatique pourrait déstabiliser davantage les zones de conflit.

Saleem Ali, Université du Delaware, a exhorté à utiliser l'environnement naturel et la conservation comme véhicules pour construire la paix et résoudre les conflits. Julia Marton-Lefevre, Bioversity International et Centre international d'agriculture tropicale, a souligné qu'il est crucial de construire des passerelles entre les différentes communautés de pratique, telles que les sphères de l'environnement et de la consolidation de la paix. Elle a ajouté que les spécialistes des sciences sociales et de la conservation étaient moins disposés à collaborer dans le passé, mais qu'ils trouvent maintenant des moyens de le faire. Marton-Lefevre a en outre rappelé le rôle important que joue l'éducation dans la conservation. Lalampaa a réitéré «qu'aucune organisation de conservation ne peut fuir les problèmes de paix et de sécurité», et a souligné que la restauration des terres sauvages peut simultanément promouvoir la paix et permettre à la faune de prospérer.

En conclusion de la session, les conférenciers ont répondu aux questions de l'auditoire sur, entre autres: l'engagement des jeunes tout au long des processus de diplomatie et de planification de la conservation; la sensibilisation des jeunes à la conservation; et la nécessité pour le terme «parc de la paix» de se référer vraiment à un projet significatif qui travaille à résoudre un conflit tangible et stimule la conservation.

Partenariats des solutions fondées sur la nature

Cette session a été modérée par Radhika Murti, UICN. Stewart Maginnis, UICN, a souligné le travail de l'Union sur les SfN, y compris la norme SfN lancée en 2020. Il a indiqué que les partenariats, y compris avec les peuples autochtones et les communautés locales (PACL), les universités et le secteur financier, sont impératifs pour garantir que les SfN respectent ses engagements potentiels. Guy Ryder, directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), par message vidéo, a souligné qu'il ne peut y avoir d'économie productive ou de travail décent sans une planète saine, notant que les emplois dépendent de la préservation des écosystèmes.

Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD), par message vidéo, a souligné l'engagement de l'AFD à doubler le financement de la biodiversité à hauteur de 1 milliard d'euros d'ici 2025. Ania Grobicki, Fonds vert pour le climat, a déclaré que les SfN sont complexes car elles incarnent de multiples valeurs et services, et a souligné l'importance des partenariats pour évaluer et utiliser correctement ces atouts.

Kazuaki Hoshino, ministre de l'Environnement, Japon, a décrit les efforts nationaux sur la réduction des risques de catastrophe basée sur les écosystèmes et a souligné la publication d'un manuel du praticien pour promouvoir cette solution. Gilles Kleitz, AFD, a déclaré que son organisation a décidé de placer la norme SfN au cœur de ses activités d'intégration et de l'utiliser comme principal instrument pour «verdir» les différents secteurs.



Jennifer Tauli Corpuz, Nia Tero

Jennifer Tauli Corpuz, Nia Tero, a souligné les inquiétudes que la dynamique derrière les SfN exercera une pression induite sur les terres autochtones, conduisant à l'accaparement des terres et à l'intensification des activités industrielles. Pour répondre à ces préoccupations, elle a proposé entre autres: de clarifier le concept de SfN; et d'élaborer des normes pour un partage équitable des avantages monétaires et non monétaires avec les peuples autochtones.

Nadine McCormick, Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, a souligné que les entreprises, en tant que principaux facteurs de la perte de biodiversité, doivent faire partie de la solution, ajoutant que les SfN offrent un moyen de minimiser les impacts négatifs sur la nature et d'articuler les dépendances mutuelles. Elle a appelé à décomposer la complexité de la norme SfN et à la relier aux besoins commerciaux et sociétaux.

10 propositions pour une planète durable: voix des jeunes pour un nouveau pacte pour la nature et les hommes

La session a été modérée par Christian Schwarzer, Global Youth Biodiversity Network (GYBN). Jyoti Mathur-Filipp, Secrétaire de la Convention sur la diversité biologique (CDB), a souligné que 35% de la population mondiale a moins de 20 ans, les exhortant à «nettoyer le gâchis causé par les générations précédentes».

Pravali Vangeti, Programme d'éducation au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), s'est concentré sur les activités engageant les jeunes, afin de préserver, en tandem, la nature et la culture. S'agissant de l'engagement des jeunes, elle a souligné l'inclusion et l'autonomisation de la communauté.

Appelant à une participation importante des jeunes, Alicia May Donnellan Barraclough, Réseau des jeunes de l'UNESCO sur l'Homme et la biosphère (MAB), a exhorté à sortir des silos et à renforcer la capacité des paysages à fournir des moyens de subsistance durables.

Alexandre Capelli, LVMH, a présenté la stratégie de l'entreprise en matière de biodiversité, de climat, de transparence et d'économie circulaire. Evoquant la transition de l'entreprise de l'approvisionnement en matériaux certifiés vers l'agriculture régénérative, il a cité des exemples d'initiatives et de partenariats liés au développement durable.

Meriem Bouamrane, Secrétaire du MAB de l'UNESCO, a parlé des interdépendances mondiales et des défis collectifs posés, soulignant que les jeunes sont nécessaires à la transformation requise. Elle a souligné la nécessité de concilier conservation et utilisation durable, ajoutant que «les aires protégées sont importantes, mais que l'objectif 30 par 30 n'a pas de sens si nous continuons à détruire les 70 % restants».

Melina Sakiyama, GYBN, a souligné que bien qu'une grande part de responsabilité incombe aux jeunes générations en tant qu'espoir futur, elles opèrent sans pouvoir réel et avec une dette écologique. Elle a résumé les 10 propositions des jeunes pour une planète durable, à savoir: maintenir l'intégrité des systèmes de soutien; s'attaquer aux causes profondes de la crise environnementale; réglementer et surveiller les activités commerciales; mobiliser les ressources et les répartir équitablement; aborder les valeurs et les comportements; promouvoir une éducation transformatrice; promouvoir



Gustavo Fonseca, FEM

l'inclusion et l'autonomisation; protéger les droits et la justice; se réconcilier avec la nature; et édifier des alliances et des dialogues.

Plénières thématiques de clôture

Connaissances, innovation et technologie: la modératrice Ana Rodrigues a ouvert la session, avec deux tables rondes: l'application des principales techniques d'évaluation aux pratiques de conservation et les outils et les programmes de connaissances sur la conservation pour encourager l'impact de la conservation.

Le premier groupe de discussion présentait Penny Langhammer, Re:wild; Samantha Cheng, Musée américain d'histoire naturelle; David Gill, Université Duke; et Bernardo Strassburg, Institut international pour la durabilité. La discussion s'est concentrée sur l'utilisation de techniques contrefactuelles—évaluer ce qui se serait passé sans intervention—pour surveiller l'impact des interventions de conservation. Les conférenciers ont trouvé que la conservation est très positive, mais qu'une analyse plus approfondie sera nécessaire à l'avenir.

Gustavo Fonseca, FEM, a modéré le deuxième groupe de discussion. Les conférenciers y étaient Philip McGowan, Newcastle University; Elizabeth Bennett, Société de conservation de la faune; Marc Hockings, Université du Queensland; et Bibiana Sucre, Provita. Les conférenciers ont présenté des outils élaborés par l'UICN pour favoriser et inciter à d'autres impacts en faveur de la conservation. Les outils mis en exergue comprenaient la mesure STAR (Species Threat Abatement and Restoration), le statut vert des espèces, la liste verte des zones protégées et conservées et la nécessité d'inverser le Rouge.

Droits et gouvernance: Phoebe Weston, the Guardian, a modéré la session, qui s'est concentrée sur les droits des groupes vulnérables en matière de conservation.

Hindou Oumarou Ibrahim, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique (IPACC), a déclaré que le simple fait de parler des peuples autochtones n'a pas d'implication significative. Elle a souligné la nécessité pour les scientifiques de respecter les savoirs autochtones et locaux (SAL). Jose Francisco Cali Tzay, rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, s'est opposé à la persécution des défenseurs de l'environnement. Sarah Hanson, Jeunesse autochtone, Ontario, a souligné la nécessité de reconnaître le droit inhérent des peuples autochtones d'appartenir à leur terre.

Elizabeth Mrema, Secrétaire exécutive de la CDB, a souligné que la dégradation de l'environnement porte atteinte aux droits des groupes marginalisés. Elle a souligné l'inclusion des points de vue des PACL dans le CMB, y compris à travers des indicateurs dans le cadre de suivi. Silje Haugland, Climat et Environnement, Norvège, a souligné les droits fonciers, la valorisation des SAL et la participation significative des PACL dans la mise en œuvre du projet.

Les discussions ont mis en lumière les obstacles à la propriété intellectuelle et à la participation des jeunes au Congrès de l'UICN, tels que leur exclusion de la plénière et les frais d'inscription. Les participants ont également souligné que la conservation ne devrait pas exclure les occupants des territoires et ont mis en garde contre les projets d'accaparement des terres.

Changement climatique: Nigel Topping, Royaume-Uni, a modéré la session. Ivete Maibaze, Mozambique, a appelé à la coopération, à l'alignement et à des réponses intégrées pour atteindre les objectifs sociaux, économiques, climatiques et environnementaux.

Jochen Flasbarth, Allemagne, a déclaré que les récentes inondations extrêmes en Allemagne «se produiront partout si nous n'agissons pas de manière appropriée»; et que les SfN sont nécessaires pour atteindre les objectifs de neutralité climatique.

Rukka Sombolinggi, Aliansi Masyarakat Adat Nusantara, Indonésie, a appelé à la cessation de la criminalisation des peuples autochtones et à l'adoption de solutions fondées sur la nature et sur l'être humain.

Nisreen Elsaïm, Groupe consultatif des jeunes des Nations Unies sur le changement climatique, a appelé à la solidarité avec le Sud, affirmant que les solutions doivent tenir compte des moyens de subsistance et de la justice, sans quoi la lutte pour la nature et le climat sera vaine.

Rohitesh Dhawan, Conseil international des mines et métaux, a appelé à des règles de compensation carbone claires et à des normes de performance améliorées pour garantir des solutions climatiques favorables à la nature.

Teresa Ribera, Espagne, a encouragé l'intégration d'objectifs scientifiques en matière de biodiversité dans les politiques climatiques et économiques.

Andrea Ledward, Royaume-Uni, a partagé ses espoirs pour la COP 26 de la CCNUCC, notamment: toutes les parties prenantes œuvrant pour un changement juste; une mobilisation de financements pour la nature; et l'intégration de la nature dans la prise de décision. Les conférenciers espèrent voir la COP 26 aboutir à une action réelle et ambitieuse.

Systèmes économiques et financiers: Le modérateur Mark Halle, IIDD, a souligné que la conservation ne saurait être concrétisée dans un système économique qui récompense les comportements qui détruisent la nature.

Inger Andersen, directrice exécutive du PNUE, a souligné la nécessité de changements systémiques qui concordent avec l'économie réelle et de comprendre que la moitié du produit intérieur brut mondial dépend de la nature.

Ambroise Fayolle, Banque européenne d'investissement, a déclaré que «nous avançons dans la bonne direction, mais pas assez vite». Il a partagé les initiatives des banques publiques sur le changement climatique et la biodiversité, exhortant à briser les silos.

Au cours des discussions, Carlos Manuel Rodriguez, PDG du FEM, a souligné la nécessité de lutter contre les subventions nocives, de mobiliser des ressources financières et de remédier aux défaillances institutionnelles. Handaine Mohamed, IPACC, a souligné que, bien que les PACL gèrent 80% de toute la biodiversité, ils ne sont pas reconnus. Andre Hoffman, Fondation MAVA, a souligné que l'économie libérale a décidé que «le profit à court terme est plus important que la survie à long terme de l'humanité».

Akanksha Khatri, Forum économique mondial, a déclaré que 75 % des entreprises pensent que le risque lié à la biodiversité affectera leur stabilité, soulignant que, parallèlement au risque, «nous devons parler d'opportunités». Philippe Zaouati, MIROVA Bank, a souligné que les investissements liés à la biodiversité doivent être intensifiés le plus rapidement possible. Jimena Ojeda Ramirez, représentante des Jeunes, a souligné l'interdépendance de ces questions, exhortant à des mesures plus audacieuses.

Le directeur général de l'UICN, Bruno Oberle, a décrit les prochaines étapes, notamment: les communautés de la conservation et des entreprises qui apprennent la langue de l'autre, et l'évolution des voies de financement et d'investissement pour la relance fondée sur la nature.

Paysages: Harvey Locke, UICN, a modéré la séance. Nikhil Sekhran, WWF-US, a souligné une défaillance fondamentale du marché, dans laquelle les avantages de la conservation de la nature sont à long terme, mais les coûts n'y sont supportés immédiatement que par quelques-uns. Il a indiqué que les besoins doivent être traités au niveau du paysage, en particulier les besoins des gardiens de la nature.

Bérangère Abba, secrétaire d'Etat à la Biodiversité, France, a décrit les efforts de la France, dont 650 millions d'euros réservés au recyclage artificiel des sols et l'objectif 30 par 30.

Baomiavotse Vahinala Raharinirina, ministre de l'Environnement et du Développement durable, Madagascar, a déclaré que Madagascar triplera le nombre d'aires protégées (AP) et a mis en avant des réformes telles que la création d'un département pour la diplomatie verte. Aidan Davy, Conseil international des mines et métaux, a déclaré que l'industrie minière devrait engager des politiques progressistes qui respectent les zones protégées légalement désignées et établir des systèmes de mise en œuvre et d'évaluation des progrès.

Leroy Little Bear, Première Nation Kainai, Canada, a souligné l'idée de relation et la nécessité de considérer la façon de se rapporter à l'ensemble des éléments, y compris à la nature. Jochen Renger, GIZ, a souligné que l'approche paysagère est adaptée à une récupération basée sur la nature, et a déclaré que la gestion et la restauration efficaces du paysage sont très puissantes car elles sont basées sur une approche holistique.

Eau douce: James Dalton, UICN, a modéré le groupe de discussion composé de: Kat Bruce, Nature Metrics; André De Freitas, Fondation Renova; Kazuaki Hoshino, ministère de l'Environnement, Japon; Adjany Costa, Conseiller du Président, Angola; Callist Tindimugaya, Ministère de l'Eau et de l'Environnement, Ouganda; Richard Sneider, UICN; l'Ambassadeur Christian Frutiger, Direction suisse du développement et de la coopération; Abdoulaye Sene, 9e Forum mondial de l'eau, Sénégal; Hillary Masundire, Université du Botswana; et Flemming Moller Mortensen, ministre du Développement et de la Coopération nordique, Danemark.

Les discussions y ont porté sur: le besoin de données et de narratifs sur l'eau pour capter l'imagination des décideurs et du public, et l'importance de sensibiliser les parties prenantes pour parvenir à un changement de comportement. Les conférenciers ont également examiné: la nécessité de se concentrer sur les multiples avantages des zones humides; et l'adoption d'une approche intégrée basée sur les bassins versants pour l'eau douce. Ils ont indiqué que la réalisation de l'ODD 6 (eau potable et assainissement pour tous), déjà insaisissable avant la COVID-19, a été davantage compromise.

Richard Jenkins, UICN, a résumé, en soulignant: un appel au CMB pour placer l'eau douce sur un pied d'égalité avec la terre et les océans; et la nécessité d'évaluer, de conserver et de restaurer la connectivité géographique entre les écosystèmes d'eau douce.

Océan: Jessica Nabongo, The Catch Me If You Can, a modéré la session. SAS le Prince Albert II de Monaco a ouvert la session, soulignant le rôle essentiel que joue l'océan dans la santé humaine et les moyens de subsistance et le potentiel de l'économie bleue à restaurer la santé des océans, la transition vers une énergie propre et la création d'emplois.

SE Heremoana Maamaatuaiahutapu, ministre de la Culture et de l'Environnement, Polynésie française, a raconté des histoires traditionnelles sur l'interdépendance de l'océan à la terre. Il a indiqué que la société doit donner la priorité aux méthodes de conservation traditionnelles et se joindre à la lutte contre les pratiques de pêche industrielle destructrices.

Jean Marie Paugam, directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a parlé des activités de l'OMC pour lutter contre la pollution plastique et en faveur de l'économie circulaire.



Bérangère Abba, secrétaire d'État à la Biodiversité, France

Concernant l'action collective, les conférenciers ont évoqué l'engagement avec les communautés côtières locales, la réduction des déchets dans le secteur du tourisme et le renforcement de l'application de la loi. Rolph Payet, Secrétaire exécutif, Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm, a mis l'accent sur la sensibilisation des jeunes et sur et l'innovation.

Le groupe de discussion sur les résultats concernant l'océan à Marseille et le rôle des accords environnementaux multilatéraux dans la restauration de la santé des océans, comprenait: Serge Segura, ambassadeur des océans, France; Joanna Post, CCNUCC; David Cooper, directeur adjoint, CBD; Martha Rojas Urrego, Secrétaire générale, Convention de Ramsar; et Fred Segor, Secrétaire permanent de la faune, Kenya. Ils ont souligné l'importance des zones humides pour la santé des océans, l'interdépendance des océans à l'atténuation et à l'adaptation climatiques, et le lien de l'océan avec les moyens de subsistance locaux.

L'Ambassadeur Peter Thomson, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'océan, a conclu en rappelant à tous que les humains appartiennent à l'océan et que la société doit lutter pour la conservation des océans à partir d'un lieu de justice intergénérationnelle.

Clôture du forum

Le Directeur général adjoint de l'UICN, SungAh Lee, a ouvert la session de clôture du Forum. Bérangère Abba, Secrétaire d'Etat à la Biodiversité, France, a félicité le Forum pour avoir envoyé un message clair sur la nécessité d'agir de toute urgence. Les conférenciers ont ensuite fourni des résumés des sept thèmes du Forum.

Au sujet des océans, Minna Epps, UICN, a déclaré que les principaux résultats comprenaient: le soutien à l'appel pour la réalisation de l'objectif 30 par 30; et l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant sur la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale.

Au sujet des paysages, Jonathan Davis, UICN, a présenté les principaux messages, rapportant des discussions sur le changement de comportement et les habitudes de consommation.

Baomiavotse Vahinala Raharinirina, ministre de l'Environnement et du Développement durable de Madagascar, a déclaré que son pays appliquait des approches paysagères pour mettre en œuvre l'économie verte.

Au sujet du changement climatique, Sandeep Sengupta, UICN, a souligné que les crises du climat et de la biodiversité doivent être traitées de manière intégrée.

Concernant les systèmes économiques et financiers, Juha Siikamäki, UICN, a résumé les appels à intégrer la biodiversité dans l'élaboration des politiques économiques, à supprimer les subventions nuisibles et à réorienter les capitaux vers des investissements favorables à la nature.

Au sujet des droits et de la gouvernance, Jenny Springer, UICN, a mis l'accent sur l'Agenda mondial des peuples autochtones et a résumé les priorités: mobiliser tous les outils, y compris les connaissances, le droit environnemental, le renforcement institutionnel, la coopération transfrontalière et les ressources techniques et financières.

David Boyd, rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits humains et l'environnement, a décrit trois actions clés: reconnaître le droit de vivre dans un environnement sûr, propre et sain; reconnaître et donner la priorité à la reconnaissance juridique du titre et des droits des peuples autochtones; et protéger les défenseurs de l'environnement.

Au sujet de l'eau douce, James Dalton, UICN, a déclaré que la conservation des systèmes d'eau douce devrait être une priorité de développement. Alex Dehgan, PDG de Conservation X Labs, a appelé à une nouvelle génération d'entrepreneurs en conservation apportant des solutions pour l'eau douce et pour la planète.

Concernant la connaissance, l'innovation et la technologie, Binbin Li, Université Duke Kunshan, Chine, a souligné que des métriques et des ensembles de données standard pour la biodiversité existent déjà, mais que le maintien de leur couverture et de leur qualité nécessite des investissements et de l'innovation.

Clôturant la session, Bruno Oberle a souligné que le Forum publiera un manifeste articulé autour des principaux messages sur le climat, la biodiversité, la relance post-pandémie et l'économie. Il a clos le Forum à 19h09.